



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 28 – du 09 au 14 septembre 2023

En bref

- Le Chancelier de l'Echiquier réaffirme sa ligne politique lors d'une interview à [Bloomberg](#). Jugeant qu'il est peu probable que le Trésor dispose de marges de manœuvre budgétaires, il ne devrait pas annoncer de réductions d'impôts lors de la déclaration d'automne.
- Le [Northern Ireland Investment Summit](#) a réuni près de 200 délégations internationales à Belfast les 12 et 13 septembre. Le cabinet de conseil EY a annoncé, à cette occasion, la création de 1000 nouveaux emplois en Irlande du Nord au cours de cinq prochaines années.

LE CHIFFRE À RETENIR

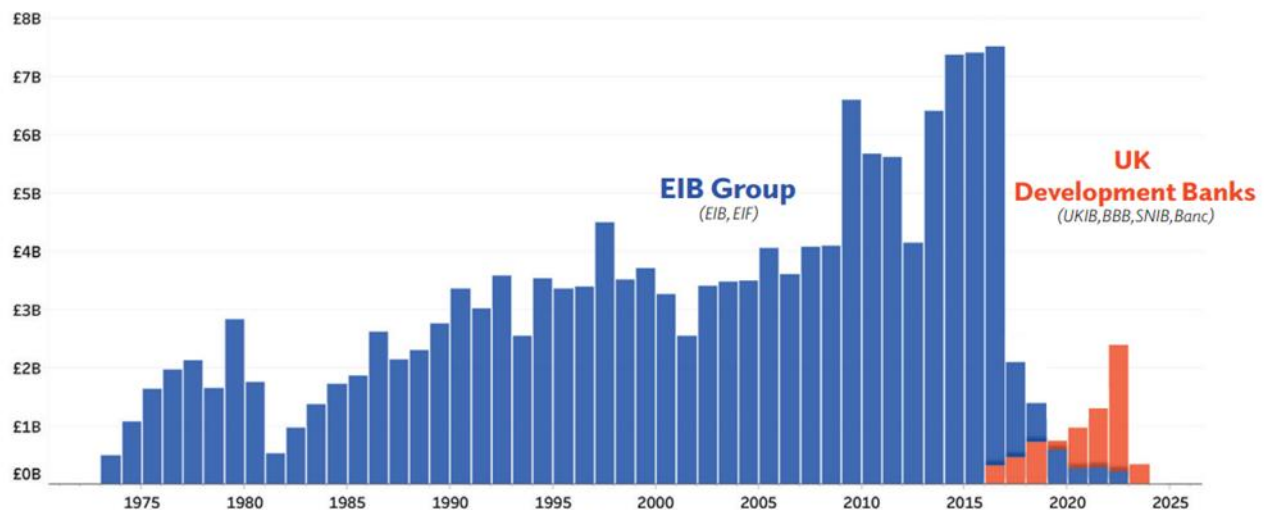
-0,5%

En juillet, le PIB s'est contracté de 0,5%, après une expansion de 0,5% en juin, selon l'[ONS](#).

- BMW [annonce](#) un nouvel investissement dans son usine Mini d'Oxford afin de développer la filière des véhicules électriques.
- La *Trade Remedies Authority* (TRA) [acte](#) la pérennisation d'un droit de douane compensateur sur les planches à repasser en provenance de Turquie, à compter du 8 septembre 2023.

Graphique de la semaine : Investissements annuels au Royaume-Uni (y compris les prêts privés et publics, les prises de participation et les garanties) par les banques de développement, en termes réels, en milliards de livres sterling (source : Uk in a Changing Europe)

Depuis le retrait des activités de la Banque européenne d'investissement, le Royaume-Uni n'est parvenu à remplacer qu'un tiers de [l'investissement public](#).



Source: Data from each respective bank's website and annual reports. Amounts are overlaid, not stacked. In real terms using GDP deflator, 2022 base year.

Actualité macro-économique

Le rythme d'augmentation des salaires est en baisse en juillet dans le secteur privé – Selon l'[ONS](#), les salaires hors primes ont augmenté de 8,1% entre mai-juillet 2022 et mai-juillet 2023, dans le secteur privé, après 8,2% entre avril-juin 2022 et avril-juin 2023. De façon

similaire, la croissance annuelle des salaires totaux est de 7,6% en mai-juillet, après 7,8% en avril-juin. A l'échelle de l'ensemble de l'économie, la croissance des salaires est en légère hausse, soutenue par une très forte augmentation des primes dans le secteur public. Entre mai-juillet 2022 et mai-juillet 2023, les primes versées dans le secteur public ont augmenté de 141%. Ces rythmes d'augmentation élevés permettent aux salaires réels d'être en

hausse, de 1,2% pour les salaires totaux, en mai-juillet 2023.

Le marché du travail britannique semble poursuivre son relâchement bien qu'on puisse observer une hausse de l'inactivité – Le taux de chômage poursuit sa hausse, s'établissant à 4,3% sur la période mai-juillet, après 3,8% relevé en février-avril. Le taux d'emploi est en forte baisse, de 76,0% en février-avril à 75,5% en mai-juillet, soit 207 000 personnes. Indiquant également un allègement des pressions sur la main d'œuvre disponible, le nombre de postes vacants est en baisse. Ainsi le nombre de personnes au chômage, rapporté au nombre de postes vacants, indicateur synthétisant l'abondance relative de la main d'œuvre disponible, est en nette hausse, de 1,2 en février-avril, à 1,4 en mai-juillet. Seule l'inactivité, en hausse, signale un resserrement du marché du travail : 63 000 personnes sont devenues inactives entre février-avril et mai-juillet.

Sushil Wadhwani, membre du panel d'économistes indépendants conseillant le Chancelier, présente l'idée d'une taxation à hauteur de 100% des augmentations de salaires supérieures à 3% – Précédemment membre du Comité de Politique Monétaire et appartenant actuellement au [Economic Advisory Council](#), celui-ci présente dans le [Financial Times](#) l'opportunité pour le gouvernement de considérer une taxe sur l'inflation («inflation tax»). Expliquant que la taxation des fortes augmentations de salaire serait une façon de mettre en œuvre une telle taxe, il estime que cela permettrait de réduire

l'inflation anticipée sans faire augmenter le chômage. En réaction, [Darren Jones](#), député travailliste et secrétaire général du Trésor au sein du cabinet fantôme, a écrit au Chancelier afin de lui demander de s'exprimer sur le sujet.

Ian Diamond, le statisticien national britannique prend la parole dans le [Financial Times](#), suite aux révisions importantes de PIB opérées par l'ONS pendant l'été – Le principal conseiller en matière de statistiques officielles auprès de l'autorité statistique britannique et du gouvernement, a invité l'organisme officiel de surveillance, l'Office for Statistics Regulation, à examiner la façon dont l'ONS traite les discontinuités marquées dans les performances économiques et la façon dont ces éléments sont communiqués. Insistant sur la nécessité d'un effort de pédagogie accru, il présente la priorité accordée à l'obtention de données clés plus tôt dans le cycle de production afin d'améliorer les estimations préliminaires, ceci permettant d'effectuer plus tôt des révisions, lorsqu'elles sont nécessaires.

Actualité commerce & investissement

Selon la Chambre de commerce britannique (BCC), les entreprises exportatrices ne sont pas suffisamment préparées aux évolutions réglementaires européennes – Un sondage conduit auprès de 700 entreprises britanniques par la BCC révèle que ces dernières sont

insuffisamment au fait des changements réglementaires européens auxquels elles doivent se conformer pour poursuivre leurs activités commerciales vers l'UE. Plus particulièrement, 84% des firmes interrogées ne connaîtraient pas les nouvelles obligations de *reporting* imposées par le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, entrant en vigueur au début du mois d'octobre. De surcroît, 87% des exportateurs britanniques affirment ne pas être au fait ou ne pas être préparés aux nouvelles exigences en matière de TVA, prévues pour janvier 2025. Selon la chambre de commerce, cette impréparation est susceptible de créer de nouvelles barrières aux échanges entre les deux blocs commerciaux.

La publication des derniers chiffres du [commerce](#) extérieur britannique indique un léger creusement du déficit de la balance des transactions courantes– Les données de l'Institut national pour les statistiques (ONS) font état d'une légère réduction du déficit de la balance commerciale (biens), à hauteur de -2Md£ entre mai et juillet 2023 (-0,5Md£ en juillet). Cette amélioration ne compense pas toutefois la dégradation de la balance des services dont le surplus enregistre une perte de -3,2Md£ sur le trimestre, qui s'explique par une chute de l'activité commerciale dans l'hôtellerie et la restauration ainsi que les transports. En conséquence, le déficit de la balance des paiements augmente de +1,2Md£ en valeur sur le trimestre mai-juillet 2023 pour atteindre -18,8Md£.

Le ministère du Commerce ([DBT](#)) a publié les statistiques sur les barrières d'accès au marché, pour le premier

trimestre de l'exercice financier 2024 – Entre avril et juin 2023, 71 obstacles à l'accès au marché ont été rapportés au ministère du Commerce; un chiffre en légère baisse par rapport au trimestre précédent où 80 barrières avaient été communiquées. Les barrières identifiées avec l'Europe constituent la proportion la plus importante (38%) en termes de répartition géographique. Toutefois, ce constat est moins dû à l'ampleur des frictions commerciales avec l'Europe qu'au dynamisme des flux d'échanges avec cette zone ainsi qu'à l'engagement des entreprises dans les signalements des obstacles à leurs activités. Enfin, il convient de relever que 31 des barrières identifiées ont fait l'objet d'une résolution partielle ou totale sur le trimestre, en particulier vis-à-vis de l'Afrique et de l'Amérique latine.

L'autorité en charge des dossiers de défense commerciale (Trade Remedies Authorities [TRA](#)) examine une possible extension des mesures de sauvegarde imposées à 15 catégories de produits issue de l'acier – Actuellement imposées sur certains produits sidérurgiques qui transitent depuis l'UE vers le Royaume-Uni, ces mesures de sauvegarde sont censées prendre fin en juin 2024. Afin de décider d'une éventuelle extension, la TRA conduit une enquête qui permettra de déterminer, entre autres, la probabilité d'une hausse préjudiciable des importations d'acier à l'avenir ainsi que la pertinence des mesures évaluées pour éliminer le préjudice subi par l'industrie britannique. Les entreprises affectées par cet examen sont invitées à contribuer à l'enquête.

Le groupe [Less Common Metals](#) (LCM) annonce un partenariat stratégique avec *Rainbow Rare Earths* pour soutenir le développement d'une chaîne d'approvisionnement en terres rares « occidentale » – Basée à Ellesmere Port, LCM est la seule usine de fabrication de métaux et d'alliages de terres rares au Royaume-Uni. Ce partenariat permettra à LCM de s'approvisionner en oxydes de terres rares auprès de *Rainbow Rare Earths* avant de réexporter les alliages raffinés vers les fabricants d'aimants. Ce rapprochement semble [corroborer](#) la volonté de *Less Common Metals* d'orienter son déploiement vers l'UE et les États-Unis, notamment en raison de l'attractivité de ces territoires pour les investissements dans la transition énergétique et la croissance verte, comme l'explique Albert Slot, le directeur général de LCM, dans un entretien accordé au FT.

Le think tank *UK in a changing Europe* (UKICE) a publié un *research paper* sur l'héritage de la Banque européenne d'investissement au Royaume-Uni ([The investment gap: the UK's efforts to replace the EIB](#)) – Le document décrit les implications de la perte de l'accès aux financements de la Banque européenne d'investissement (BEI) en conséquence du départ du Royaume-Uni de l'UE et expose les outils mobilisés pour remplacer ces activités. Malgré la création ou l'expansion de 4 banques de développement (*British Business Bank*, *Development Bank of Wales*, *Scottish National Investment Bank*, *UK Investment Bank*) le Royaume-Uni n'est parvenu à remplacer qu'un tiers des

financements qui étaient octroyés par la BEI. Ce décalage s'explique notamment par des capacités d'endettement plus faibles des banques de développement britanniques, qui limitent les possibilités de financement des projets les plus risqués. Si les investissements d'infrastructures semblent largement pâtir de l'arrêt des activités de la Banque européenne d'investissement au Royaume-Uni, ce constat n'est pas partagé pour les investissements dans les petites et moyennes entreprises, qui enregistrent des performances supérieures à celles de la BEI.

Le gouvernement propose l'abrogation de 77 nouveaux textes légaux sur la base du mécanisme de [Retained EU Law](#) – Pour rappel, en vertu du *EU Withdrawal Act 2018*, le mécanisme de *Retained EU law* préserve dans la législation britannique les dispositions, droits et principes tirés du droit européen afin d'éviter des vides juridiques substantiels. Par ailleurs, il octroie au gouvernement le pouvoir d'abroger les textes redondants, remplacés ou sans effet juridique à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'UE. Le projet de texte réglementaire (*Statutory Instrument*) justifie [l'abrogation](#) de 77 textes supplémentaires.

Actualité financière

Les [arriérés](#) de prêts hypothécaires ont augmenté de 28% par rapport à l'année dernière et atteignent leur niveau le plus

élevé depuis 7 ans – La valeur totale des prêts immobiliers en retard de paiement représente 16,9Md£, soit 1,02% de l'ensemble des prêts hypothécaires au Royaume-Uni selon les dernières données de la Banque d'Angleterre. Cette tendance semble directement liée à la hausse substantielle des taux d'intérêt affectant la capacité des ménages à rembourser leurs engagements. Toutefois, cette situation n'est pas alarmante dans la mesure où le volume total des prêts affectés par des arriérés de paiement demeure faible par rapport à la taille du marché hypothécaire.

La nouvelle sous-gouverneure en charge de la stabilité financière à la Banque d'Angleterre reconnaît l'existence d'une méfiance de la part du grand public quant à l'introduction d'une monnaie numérique britannique – Lors d'une [audition parlementaire](#) faisant suite à sa nomination, Sarah Breeden a fait état du scepticisme exprimé par les Britanniques à travers leurs réponses à la consultation menée sur le sujet. Les principales inquiétudes semblent concerner la capacité du Trésor ou de la Banque d'Angleterre à gérer les transactions financières des individus et le respect de leur vie privée.

La *Financial Conduct Authority* (FCA) [reporte](#) une partie de la mise en œuvre des mesures de réglementation des campagnes de promotion des cryptoactifs – Les dispositions nécessitant des développements techniques plus exigeants de la part des entreprises du secteur entreront en

vigueur le 8 janvier 2024. La FCA rappelle que les règles essentielles concernant cette nouvelle réglementation entreront effectivement en vigueur le 8 octobre 2023. À partir de cette date, les politiques commerciales des prestataires de services sur cryptoactifs devront être « claires, justes et ne devront pas être trompeuses ». Elles devront être associées à des avertissements concernant les risques encourus et ne doivent pas inciter les gens à investir de manière inappropriée. Ces règles s'appliquent aux entreprises exerçant au Royaume-Uni, quelle que soit leur implantation.

La [déclaration commune](#) de l'Inde et du Royaume-Uni suite au dialogue économique et financier du 11 septembre promeut les services financiers comme premier levier permettant le renforcement de leur croissance économique – La 12^e édition de ce dialogue bilatéral a été l'occasion pour les deux économies de se féliciter de la vigueur de leur partenariat et de prendre de nouveaux engagements pour renforcer la résilience de l'économie, lutter contre le changement climatique et accompagner la transformation des économies grâce à la technologie et aux infrastructures. Lors du dialogue sur les marchés financiers ayant eu lieu à Londres en avril 2023, l'Inde et le Royaume-Uni s'étaient accordés sur leur volonté de renforcer les liens entre leurs services financiers. Les prochains dialogues devraient permettre de présenter les réformes en cours dans les secteurs de l'assurance et des fonds de pensions et de mettre en avant



l'expertise britannique afin de soutenir le développement de la place financière indienne.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

International

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédacteurs : Justine Duval et Carole Lebreton

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité